

L'organisation du système de santé en France

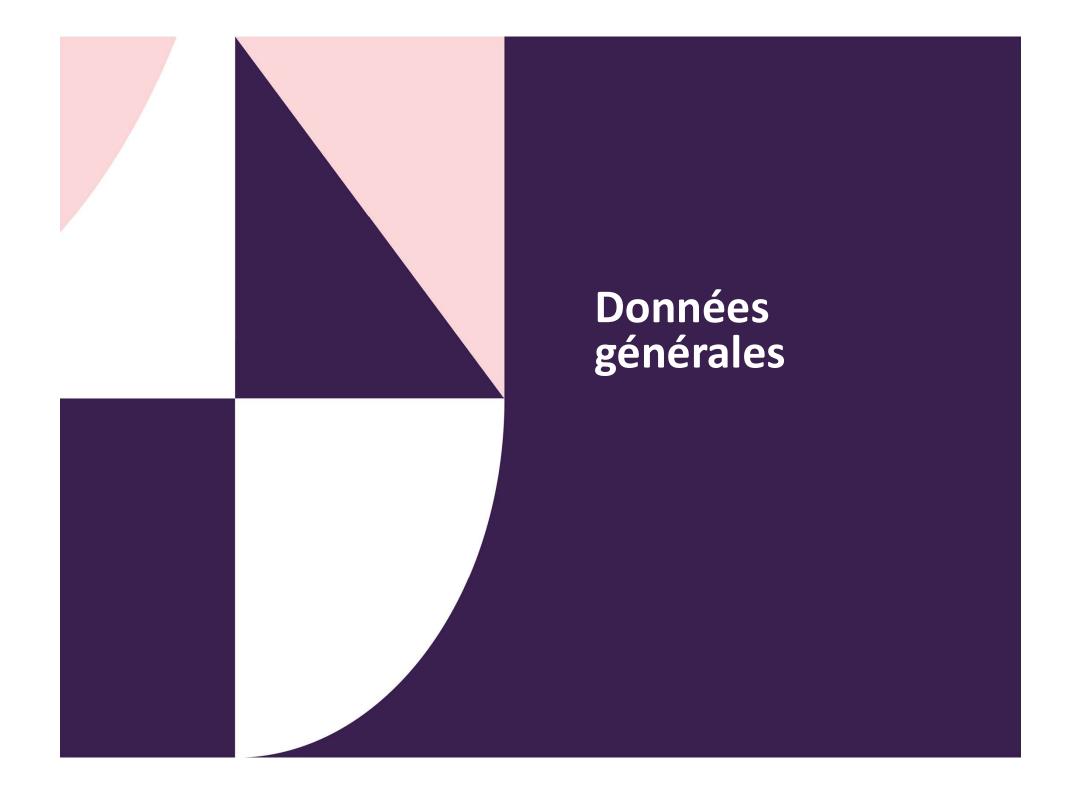
UE 1,2S2 Santé publique et économie de la santé



Objectifs

Situer les structures sanitaires et sociales et leurs missions au niveau national, régional et communal.

Comprendre les enjeux liés au fonctionnement de notre système de santé.



Un système de santé est un ensemble de moyens de financement, d'information, de prévention et/ou de traitements organisés en vue de maintenir ou d'améliorer la santé.

Deux objectifs : efficacité, équité

Deux fonctions:

fourniture d'assurance maladie (en amont) production de soins (en aval)



Le système national de santé se définit comme l'ensemble des ressources humaines, matérielles financières ainsi que les institutions et activités destinées à assurer la promotion, la protection, la restauration et la réhabilitation de la santé de la population » Ministère de la santé



Les acteurs du système de santé : Les pouvoirs publics Les professionnels de santé Les caisses d'assurance maladie obligatoire Les assurances maladie complémentaires Les instituts de formation et de recherche Les agences sanitaires nationales Les acteurs économiques Les malades et les usagers Les collectivités territoriales Les associations

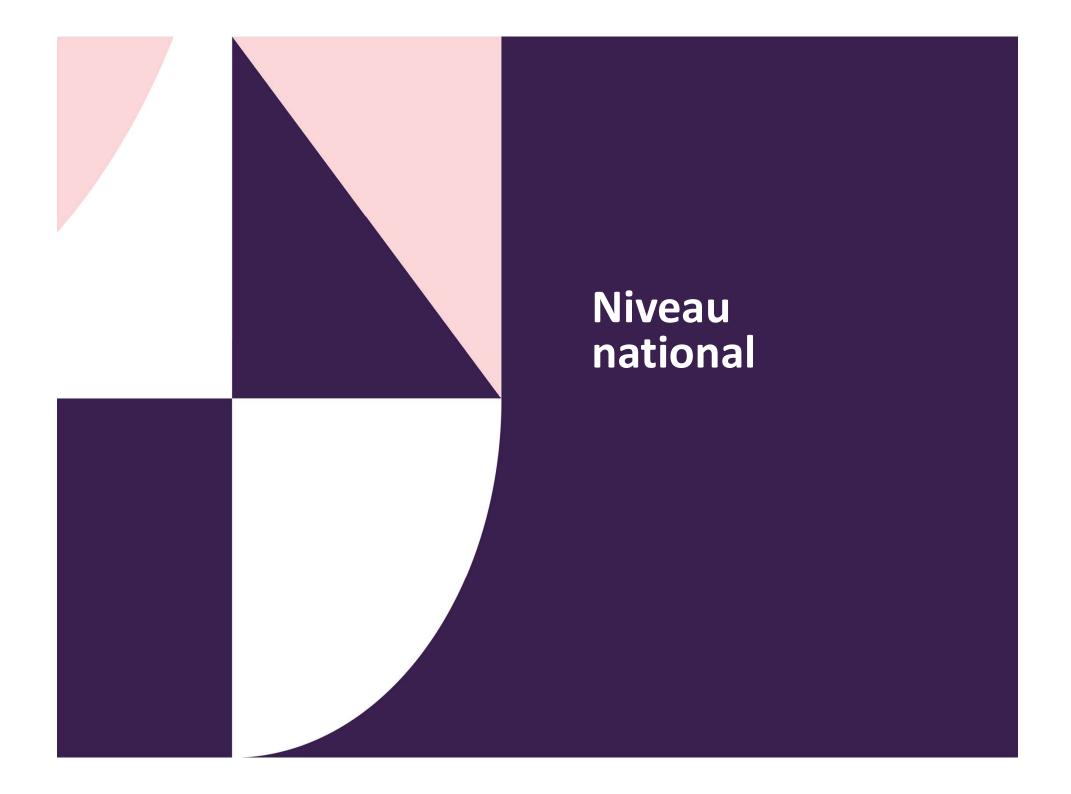


Caractéristiques du système de santé français :

Socialement généreux
Fondée sur la solidarité collective
Répond à des critères de besoins de
la population
Universalité de la protection sociale

Economiquement libéral
Liberté de choix du praticien
Liberté d'installation
Liberté de prescritption





État = Garant de l'intérêt public = Garant de l'amélioration de l'état sanitaire de la population

Ministère de la santé et de la prévention

« Le ministère de la Santé et de la Prévention prépare et met en œuvre la politique du Gouvernement dans les domaines de la santé publique, de la prévention et de l'organisation des soins et du système de santé. »





Catherine Vautrin Ministre du travail, de la santé et des solidarités nommée le 11/01/2024



Ses missions:

ssume la prise en charge des problèmes néraux de santé publique assume la formation des personnels de santé veille aux normes de qualité des tablissements de soins veille à la production pharmaceutique veille à l'adéquation des structures de soin et de prévention et régule l'offre de soin Il exerce la tutelle de la protection sociale



Les autres ministères

Le ministère de l'économie et des finances Le ministère de l'emploi du travail et de la cohésion sociale Le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation Le ministère de l'écologie et de la transition énergétique



Les lois hospitalières

Loi du 31 juillet 1991

réation du terme « établissements de santé », d'une planification rigoureuse pour répondre aux besoins de santé d'un territoire.

Ordonnances du 24 avril 1996 : régionalisation du financement des établissements, agences régionales de l'hospitalisation

La loi « hôpital, patients, santé et territoires » 22 juillet 2009 :

L'organisation du système de santé se fonde non plus l'offre mais sur les besoins de santé des populations.

Permettre à tous l'accès aux soins de premier recours, Faciliter la coopération entre professionnels de santé Introduit différentes mesures de prévention LE VINATI

LOI N° 2016-41du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé

Renforcer la prévention et la promotion de la santé :

Accès à la contraception, Lutte contre l'alcoolisation massive des jeunes, Parcours éducatif en santé, Information nutritionnelle, Renforcer la pratique des tests rapides d'orientation diagnostique, Expérimentation de salles de consommations Information de la population sur les risques sanitaires

Première « salle de shoot » : un an après, un bilan global positif selon la mairie de Paris

Avec 165 passages par jour en moyenne, la Ville se montre satisfaite mais certains riverains se plaignent des nuisances depuis l'ouverture de la première salle française de consommation de drogue à moindre risque.

Par Léa Sanchez Publié le 12 octobre 2017 à 12h00 - Mis à jour le 12 octobre 2017 à 12h56

- Ouverture de la première salle de consommation à Paris le 11/10/2016
- Bilan un an après :
- ≥800 personnes ont utilisé la salle au moins une fois
- >53582 actes de consommation sur les onze premiers mois
- ➤800 soins: traitement des plaies, orientation des traitements de substitution
- Une centaine de dépistage de maladies infectieuses
- ➤ Nombreux entretiens sociaux



LOI N° 2016-41du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé Faciliter au quotidien les parcours de santé : Soins de premiers recours Généralisation du tiers-payant Meilleure coordination des professionnels Service public d'accès à l'information

Innover pour garantir la pérennité de notre système de santé :

Développement professionnel continu

Pratique avancée : métier d'infirmier clinicien

Compétences des sages-femmes, des

pharmacie

LE VINATIER

Des soins de premier recours

Le système de santé garantit à tous les malades et usagers, à proximité de leur lieu de vie ou de travail, dans la continuité, l'accès à des soins de premier recours.

Ces soins comprennent :

la prévention, le dépistage, le diagnostic et le traitement des maladies et des affections courantes ;

la dispensation des médicaments, produits et dispositifs médicaux;

en tant que de besoin, l'orientation dans le système de soins ;

l'éducation pour la santé.

La stratégie nationale de santé 2018 – 2022

"« La santé doit être un objectif de toutes les politiques publiques menées en France et dans le monde » Principe porté par l'OMS

Défis

Risques
Sanitaires:
Exposition
aux polluants
et toxiques

Risques infectieux

Maladies chroniques

Enjeux Démographiques Épidémiologiques sociétaux Axe 1

Axe 2

Axe 3

Axe 4

Mettre en place une politique de promotion de la santé, incluant la prévention, dans tous les milieux

Lutter contre les inégalités sociales et territorialesd'accès à la santé Garantir la qualité, la sécurité et la pertinence des prises en charge à chaque étape du parcours de santé Innover pour transformer notre système de santé en réaffirmant la place des usagers

Equipes de soins primaires
Communautés professionnelles territoriales de santé

Développement du numérique en santé

Parcours de soins



NOUVEAUX USAGES EN SANTÉ - BAROMÈTRE SANTÉ 360 - MARS 2018

























La stratégie nationale de santé 2023 – 2033

Prévention, promotion de la santé, accompagnement à tous les âges de la vie

Réponse médico sanitaire adaptée aux besoins de chacun

Adapter le système de santé aux défis écologiques et aux crises

Empowerment

Littératie en santé

Concept de « one health » : approche intégrée, unifiée, systémique de la santé

LE VINATI

PSYCHIATRIE UNIVERSITAIRE LYON MÉTROPOLE

Les principales directions du ministère de la santé

DGS DGOS DSS DGCS DREES



La direction générale de la santé (DGS)

Priorités de santé publique Qualité des soins

Participation à la politique du médicament

Démographie des professions de santé

Éthique et déontologie



La direction générale de l'offre de soins (DGOS)

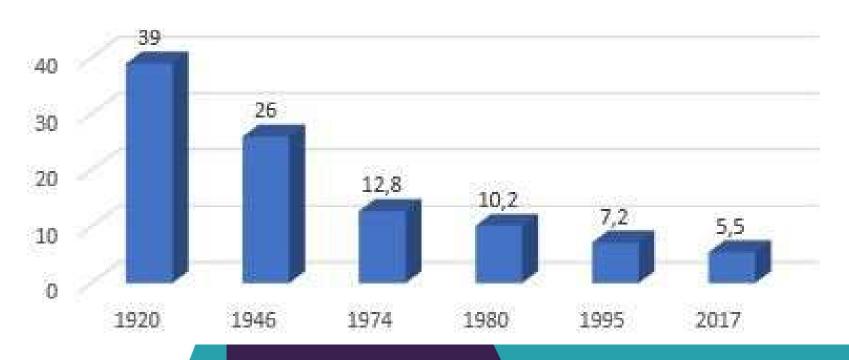
Egal accès de tous les Français à des soins continus et de qualité 2694 établissements de santé (2016) 910 maisons de santé (2018) 466 SMUR pour 763020 interventions (2018) 48700 cabinets infirmiers (2018) 135 UNV : 150000 AVC par an 126 unités cognitivo - comportementales

Organisation des soins
Performance et qualité de l'offre de soins
Financement des établissements de santé
Formation et exercice des professionnels de santé
Droit des patients et des usagers



Evolution de la durée moyenne de séjour en MCO en France, en jours

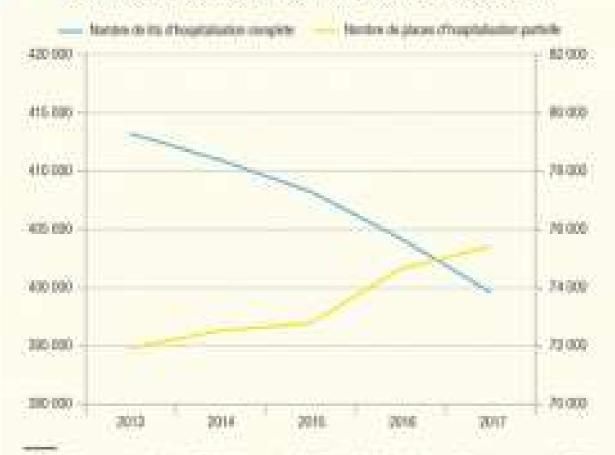
Sources : DREES, IRDES, Bibliothèque Numérique de Droit de la Santé et d'Ethique Médicale





GC GRAPHIQUE

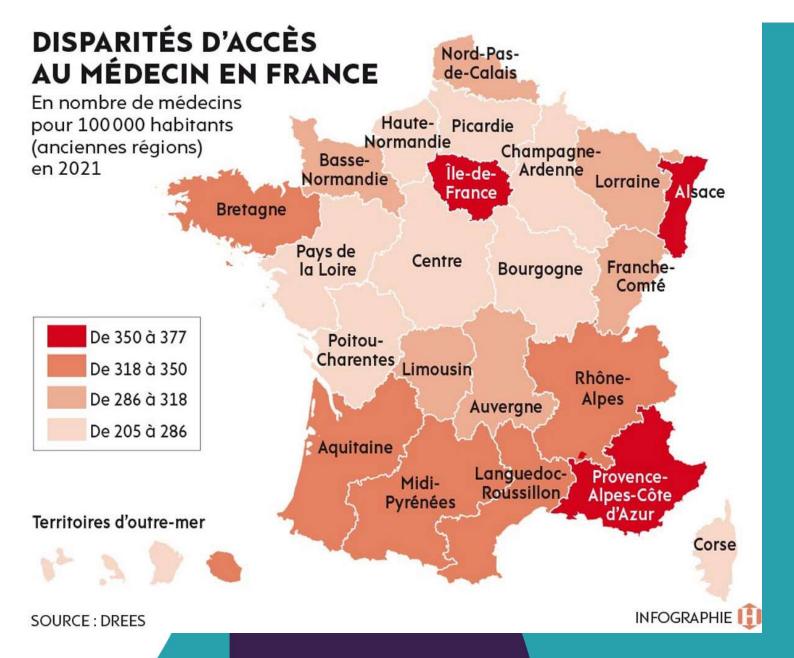
Évolution du nombre de lits et de places de 2013 à 2017



Chang • Franco notropolitizes et DRDM (y compre Saint Martin, Saint Sartheberry et Mayotist, y compre le SSA. Sources • DRES, SAS 2013-2018 (suine protetypes) et SAS 2017 (hisses administratives), trademente DRESS.



PSYCHIATRIE UNIVERSITAIRE LYON MÉTROPOLE





La direction de la sécurité sociale (DSS)

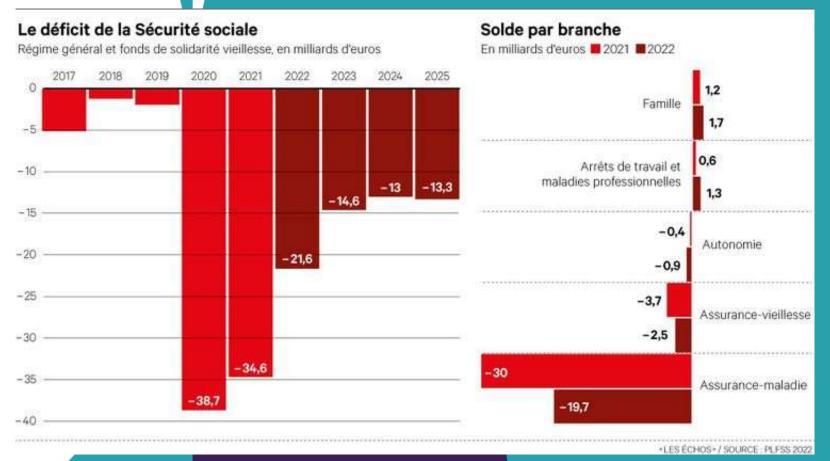
La Direction de la Sécurité Sociale (DSS) assure la tutelle des organismes de Sécurité sociale, que ce soit :

les caisses du régime général, les caisses des régimes spéciaux.

Elle participe également à la surveillance des organismes de protection complémentaire et de la mutualité

Sa mission générale est d'assurer l'adéquation des prestations de Sécurité sociale avec les besoins de la population, tout en veillant à l'équilibre financier des ressources.

PSYCHIATRIE UNIVERSITAIRE LYON MÉTROPOLE Depuis les années 2000 déficit de la branche maladie de la sécurité sociale Depuis 2005, déficit de la branche retraite





La direction générale de la cohésion sociale (2010)

La DGCS conçoit et pilote les politiques publiques de solidarité, pour améliorer la vie quotidienne : des personnes en situation de précarité ; des personnes âgées ; des personnes en situation de handicap ; des enfants et des familles ; des majeurs protégés.

La DGCS agit également :

Aux côtés des professionnels du social et du médicosocial pour renforcer l'attractivité des métiers Sur les politiques en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes LE VINATIER

Rapport de l'observatoire des inégalités (15/12/2022):

5 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté

300 000 personnes sont sans abri

60% de ces personnes vivent en ville

197 000 places d'hébergement d'urgence

LA PAUVRETÉ EN FRANCE

Seuil de pauvreté



940 € / mois pour 1 personne seule

Personnes sous le seuil de pauvreté



4,8 millions de personnes **7,6** % de la population

- 6 % des ménages n'ont pas les moyens de se chauffer
- 19 % des familles monoparentales sont pauvres
- 63 % des pauvres vivent en ville
- 50 % des pauvres ont moins de 29 ans



Campagne sur la parentalité numérique février 2023



PSYCHIATRIE UNIVERSITAIRE

La direction de la recherche, des études de l'évaluation et des statistiques (Drees)

Responsable du système statistique en santé

Conduit des analyses pour éclairer les politiques



Les agences et établissements sanitaires

■ Autorité administrative indépendante











Sous tutelle DGS

Sous co-tutelle DGS



ANSM

Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé

AMM du médicament et des autres produits de santé
Surveillance de l'efficacité, de la qualité et du bon usage de ces produits
Déclaration des effets indésirables



ANSES:

Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail

Sécurité sanitaire humaine dans les domaines de l'environnement, du travail et de l'alimentation Assure la protection de la santé et du bien-être des animaux

Assure la protection de la santé des végétaux

Assure l'évaluation des propriétés nutritionnelles

des aliments

Missions relatives aux médicaments vétérinaires





EFS (2000) Etablissement français du sang Satisfaction des besoins en produits sanguins labiles 13 établissements régionaux

IRSN (2001) institut de radioprotection et de sureté nucléaire Sûreté nucléaire et protection contre le rayonnement ionisant



Santé publique France (2016)

INVS (1998)

Alerte sur les risques sanitaires Traitement des données sur l'état de santé de la population

INPES (2002)

Campagnes de prévention Éducation sanitaire

EPRUS (2007)

Etablissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires LE VINATIE

La veille sanitaire

Jusqu'en 1984 : maladies à déclaration

obligatoire

1985 : réseau de médecin et de laboratoires

1988 : CLIN (hôpitaux et cliniques)

1992 : création du réseau national de santé

publique (RNSP)

Maladies transmissibles

Santé environnementale

1994 : cellules interrégionales d'épidémiologie

1995 : listes de 40 maladies prioritaires pour lesquelles la surveillance est indispensable ou nécessaire

Incidence et létalité élevée Disponibilité des mesures de prévention Contexte international

1998 : création de l'INVS

Mise en place des vigilances sanitaires

(alimentation, prod<mark>uits de santé, ...)</mark>

La veille sanitaire

Développement des réseaux de surveillance des maladies transmissibles en Europe 2005 : règlement sanitaire international Notion d'urgences de santé publique de portée internationale

Au niveau national:

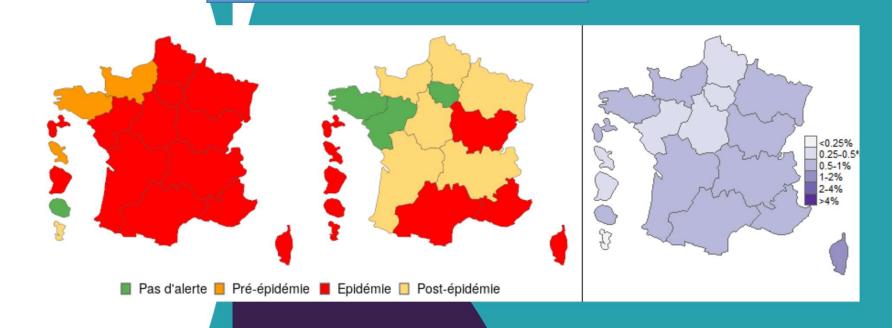
Réunion de sécurité hebdomadaire L'INVS transmet chaque jour les données collectées aux autorités sanitaires et aux agences concernées

PSYCHIATRIE UNIVERSITAIRE





Semaine du 08 au 14 janvier 2024 Grippe – bronchiolite – Covid Bulletin épidémiologique







Buvez fréquemment et abondamment

(nu smins 1,5 litre d'eau par jour mires si vous n'avent pas soil)



Évitez de sortir aux heures les plus chaudes et de pratiquer une activité physique, maintenez votre logement frais

(formez funitros el volets la journée, ouvez-les le soir et la mait s'il fait plus trais)



Rafraichissez-vous le corps plusieurs fois par jour (ductos, bales, brandenter ou gunt de tallette recalls, same veus sector)



Passez si possible 2 à 3 heures par jour dans un endroit frais

(cinieses, bibliothiques musicipales, expernarchie...)



Aidez les personnes

(ustamment augrés de vatre mairie)





Pour plus d'information :

0821 22 23 00

www.sante.gouv.fr/canicule/

PSYCHIATRIE UNIVERSITAIRE LYON MÉTROPOLE Lorsque l'eau monte, je peux être exposé à plusieurs risques pour ma santé.





Electrocution pollution, explosion

La montée des coux entraîne parfois un mauveis functionnement des instaliations de gaz et d'électricité. Il y a donc des risques d'explosion et d'electrocution.



Je commence par couper le gaz et l'électricité.



Novade et contusions

À l'extérieur, je peux me noyer ou être bleese par un objet entraîné par les eaux. Ma voiture m'est pas un abri, je risque d'y rester bioque et de me noyer.



Je ne sors pas et je suis les consignes des secours sur Radio-France.





isolement

Seul ou area mes proches, je peux me estrouver looks à la maison pendant un

Je garde avec moi le matériel necessaire pour faire face à une situation d'isolement.





S'il y a des personnes âgées ou handicapées dans mon entourage. je préviens la mairie qui saura faire le nécessaire.





PSYCHIATRIE UNIVERSITAIRE

LYON MÉTROPOLE

essentiales.

Agence de la biomédecine (2005)

4 domaines de compétence :
Prélèvement et greffe d'organes de tissus et de cellules
Assistance médicale à la procréation
Diagnostic prénatal et génétique
Recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaire





LE VINATIER

PSYCHIATRIE UNIVERSITAIRE LYON MÉTROPOLE

RETOUR SUR 10 ANS DE GREFFE D'ORGANES DE PLUS EN PLUS DE PERSONNES VIVENT AVEC UNE GREFFE patients greffés en France depuis 2006 de greffes en 10 ans L'amélioration de la qualité de la greffe a élargi les indications thérapeutiques. personnes porteuses d'un greffon fonctionnel en 2015 2006 4 428 greffes 2015 5746 greffes DES ÉVOLUTIONS DIFFÉRENTES EN FONCTION DES ORGANES 2015 3 486 1991 2000 Le rein est l'organe le plus greffé avec une hausse de 72% sur 15 ans, suivi par le foie qui a augmenté de 69%. Foie La greffe de poumon a augmenté de 41% entre 2010 et 2015 Cœur grâce à des critères de prélèvements redéfinis en profondeur. La greffe du cœur, entre 1991 et 2000, diminue en raison de Cœur-Poumon l'amélioration de techniques alternatives. Pancréas Les greffes de l'intestin et du pancréas sont des pratiques plus rares. Intestin La greffe de rein se développe... dont à partir de donneurs vivants : 547 3 486 245 2731 2006 2015 2006 2015 Le nombre de greffes ne suffit **DES DONNEURS** pas à résorber l'attente ET DES RECEVEURS PLUS ÂGÉS 47,5 50,2 Personnes en attente d'une greffe en 2006 Personnes en attente RECEVEUR d'une greffe en 2015 Le second plan greffe 2012-2016 a pour ambitton de soutenir et promouvoir l'activité de greffe dans les années à venir. Le progrès des techniques médicales et chirurgicales a permis d'élargir les profils

LE VINATIER

PSYCHIATRIE UNIVERSITAIRE
LYON MÉTROPOLE

Haute autorité de santé (2004)

Etablissement public indépendant à caractère scientifique

- évaluer les produits de santé en vue de leur remboursement (médicaments, dispositifs médicaux, actes médicaux)
- recommander les bonnes pratiques auprès des professionnels de la santé, du social et du médico-social, recommander des politiques de santé publique
- mesurer et améliorer la qualité des soins dans les hôpitaux et cliniques, des accompagnements dans les établissements sociaux et médico-sociaux (certification des hôpitaux et cliniques, information des usagers sur la qualité des prises en charge)



Autres organismes

Haut conseil de la santé publique (2004)

Missions:

- contribuer à l'élaboration, au suivi annuel et à l'évaluation pluriannuelle de la Stratégie nationale de santé ;
- fournir aux pouvoirs publics, en lien avec les agences sanitaires, l'expertise nécessaire à la gestion des risques sanitaires ainsi qu'à la conception et à l'évaluation des politiques et stratégies de prévention et de sécurité sanitaire;
- fournir aux pouvoirs publics des réflexions prospectives et des conseils sur les questions de santé publique;
- contribuer à l'élaboration d'une politique de santé de l'enfant globale et concertée.

<u>Quatre commissions spécialisées</u>: maladies infectieuses et maladies émergentes, maladies chroniques, risques liés à l'environnement, système de santé et sécurité des patients,



Comité national du cancer (2002)

• Prévention, dépistage, organisation des soins en cancérologie

Conseil national du sida

Aspects médicaux, sociaux, internationaux, dépistage

Comité consultatif d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (1993)

Avis sur les problèmes éthiques (biologie, médecine, santé)





Les ARS

Les agences régionales de santé sont chargées du pilotage régional du système de santé.

Elles définissent et mettent en œuvre la politique de santé en région, au plus près des besoins de la population,

Les agences régionales de santé sont des établissements publics, autonomes moralement et financièrement, placés sous la tutelle des ministères chargés des affaires sociales et de la santé



Champs d'intervention des ARS:

veille et la sécurité sanitaires, ainsi ue l'observation de la santé. La définition, le financement et l'évaluation des actions de prévention et de promotion de la santé. L'anticipation, la préparation et la gestion des crises sanitaires, en liaison avec le préfet.

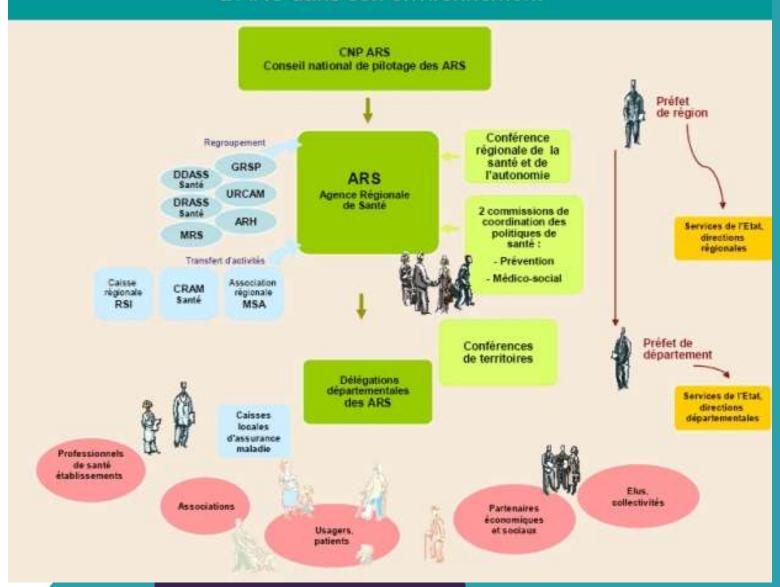
Deux grands objectifs:

Améliorer la santé de la population et accroître l'efficience du système de santé

LE VINATIER

PSYCHIATRIE UNIVERSITAIRE LYON MÉTROPOLE

L'ARS dans son environnement



Le SRS: schéma régional de santé

Il est établi pour 5 ans, sur la base d'une évaluation des besoins sanitaires, sociaux et médico-sociaux.

Il détermine pour l'ensemble de l'offre de soins et de services de santé, y compris en matière de prévention, de promotion de la santé et d'accompagnement médico-social, des prévisions d'évolution et des objectifs opérationnels

Territoires de santé avec un projet médical par territoire Programme territoire de soins numérique



Les observatoires régionaux de la santé (ORS)

- 26 ORS
- Équipes pluridisciplinaires
- Base de données sur l'état de santé et les besoins des populations régionales

Missions:

- rassembler, analyser et rendre accessibles les données régionales disponibles du champ sanitaire et social,
- susciter ou réaliser des études dans des domaines mal explorés,
- apporter une expertise en santé publique





Les conseils départementaux leur action concerne :

La petite enfance (la protection maternelle et infantile, l'aide sociale à l'enfance, l'adoption)

L'autonomie des personnes âgées avec la gestion des <u>maisons de retraites</u> et de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA),

l'autonomie des personnes handicapées
l'insertion sociale et professionnelle et
le retour à l'emploi

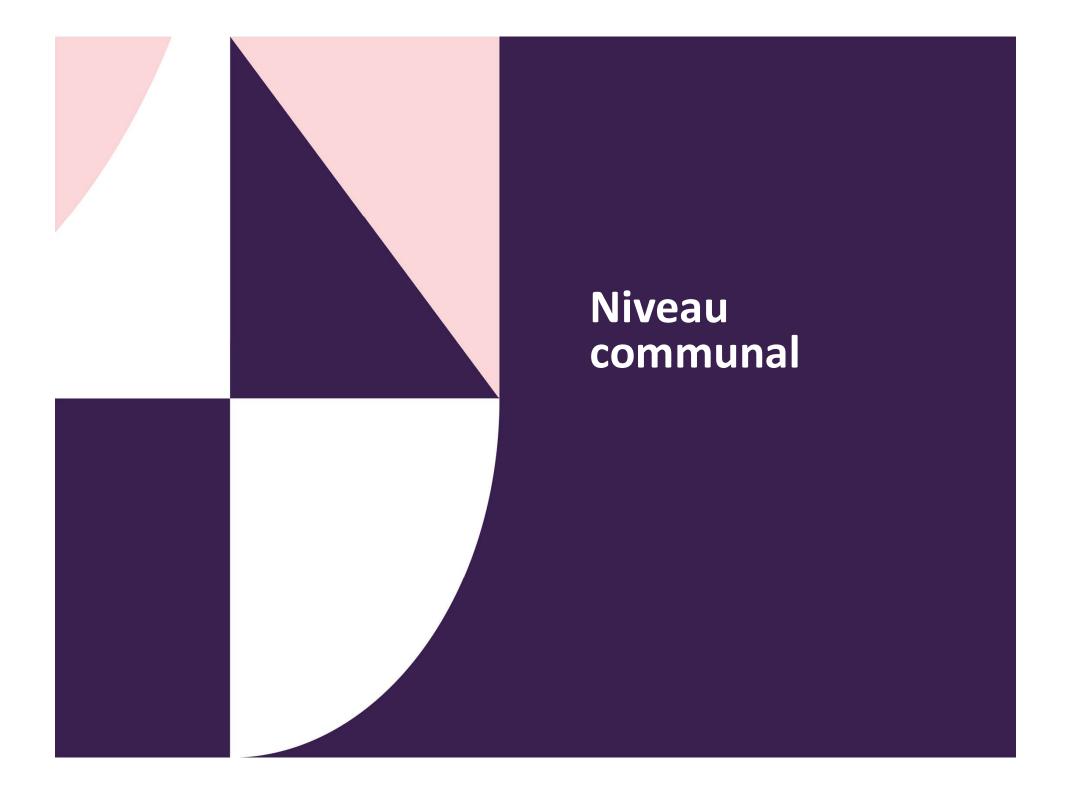


Les comités départementaux d'hygiène sociale

lutte contre la tuberculose et la prévention des maladies respiratoires aide à l'arrêt du tabac vaccinations pour les enfants de plus de 6 ans, les adolescents et les adultes mise en œuvre d'actions d'éducation et de promotion de la santé

A Lyon, six centres missionnés par l'ARS





Le service communal d'hygiène et de santé



Hygiène alimentaire sur les marchés
Salubrité des bâtiments
Dératisation
Qualité de l'eau potable
Circuit d'élimination des déchets



Les centres communaux d'action sociale

Dossiers d'aide sociale et d'aide médicale Action générale de prévention et de développement social dans la commune (portage des repas) Fonction de coordination







Bibliographie

Loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé La stratégie nationale de santé 2018-2022 Santé publique France

